

Points de vue de la population sur la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest et au Sahel

INTRODUCTION

Beaucoup considèrent que la vaste région de l'Afrique de l'Ouest ; qui s'étend des états côtiers d'Afrique de l'Ouest jusqu'aux frontières des pays du Maghreb au nord, en passant par la bande sahélienne, et qui inclut tous les états qui bordent le vaste désert du Sahara ; connaît une période de vulnérabilité et d'instabilité sans précédent. Les cinq menaces que sont l'instabilité politique, les crises humanitaires, les conflits, la criminalité organisée et le terrorisme ont entraîné détérioration de la sécurité humaine et du statut de l'État dans la région. Une multitude d'efforts internationaux, et d'études, ont porté sur la relation entre la criminalité organisée, la gouvernance et l'insécurité, particulièrement depuis la chute de l'état Malien en 2012. Cependant, aucune étude ou intervention n'a encore recherché l'opinion des citoyens ordinaires et des communautés locales quant à l'étendue du problème et son impact (que ce soit de façon positive ou négative), ni même à comprendre leurs priorités en termes de réponse.

Depuis 2010, la région a vu la progression des groupes extrémistes et terroristes islamistes tant en nombre qu'en puissance. Ils menacent les intérêts internationaux et le personnel étranger dans la région, et s'associent aux anciens mouvements d'insurrection et séparatistes qu'ils renforcent. Au Mali, cela a finalement contribué à la chute de l'état en 2012. Il a été largement rapporté que la criminalité organisée comme le trafic de drogue favorisaient l'instabilité; notamment le trafic de cocaïne en provenance des Andes et à destination de l'Europe, et le trafic de hachisch en provenance du Maroc. Il est considéré que le trafic de drogue favorise la terreur, corrompt les gouvernements et les fonctionnaires, et modifie la dynamique du pouvoir local.

Alors que des doutes ont été exprimés quant aux chiffres communiqués par un certain nombre d'acteurs internationaux; notamment l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC); sur l'importance du trafic illicite dans la région,¹ des entretiens menés avec les décideurs régionaux indiquent que le problème est source d'inquiétude. Cela a été particulièrement notable à la suite du coup d'état et de la crise politique au Mali.

La criminalité organisée est devenue un phénomène transversal important qui doit désormais être traité lors des débats sur la paix, le développement, la gouvernance, la sécurité, l'allocation des ressources et la cohésion communautaire dans l'ensemble de la sous-région de la grande région de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, en dépit de la reconnaissance tacite des interdépendances de la criminalité, de la gouvernance et du développement, et de la nature transfrontalière des menaces, les réponses sont généralement restées cloisonnées dans les cadres indépendants de la sécurité policière, de la consolidation de la paix, de la gouvernance et du développement classique.

Dans le cadre du débat, il n'a jamais été question d'un engagement piloté par les priorités des populations les plus touchées. La principale perspective de réponse aux menaces sécuritaires que connaît la région a été axée sur l'État : amélioration des institutions policières, consultation et mise sous pression des entités gouvernementales, et tentative d'amélioration de la coopération entre les acteurs (étatiques) régionaux. Il semble qu'il y ait peu de connaissances ou d'intérêt quant à ce que les communautés ont à dire au sujet d'un phénomène qui les touche directement.

Cette étude reconnaît que s'il y a une tentative crédible d'établir des communautés plus résilientes à la criminalité

organisée, il faut faire l'effort de consulter la population ordinaire afin de comprendre leur point de vue et de l'impliquer activement dans l'identification des priorités et la proposition de solutions visant à contrer la criminalité et ses effets les plus néfastes.

Ce n'est qu'en comprenant et en expliquant correctement l'impact de la criminalité organisée et du trafic illicite, ainsi que la façon dont il intéresse les individus, les communautés, et les sources de pouvoir et d'influence locales, que la communauté internationale pourra commencer à jouer un rôle constructif en créant un environnement où les menaces pourront être apaisées, et où la gouvernance démocratique, l'état de droit et la sécurité des citoyens pourront s'enraciner et perdurer.

Au fil du temps, la criminalité et la gouvernance sont devenues inextricablement liées dans certains pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, et les systèmes de sécurité et de justice ont été orientés de sorte à protéger et faciliter le commerce illicite, créant ainsi un sentiment d'impunité

« Des vies bâties sur les routes de trafic » :² des communautés subsistent grâce aux routes de trafic

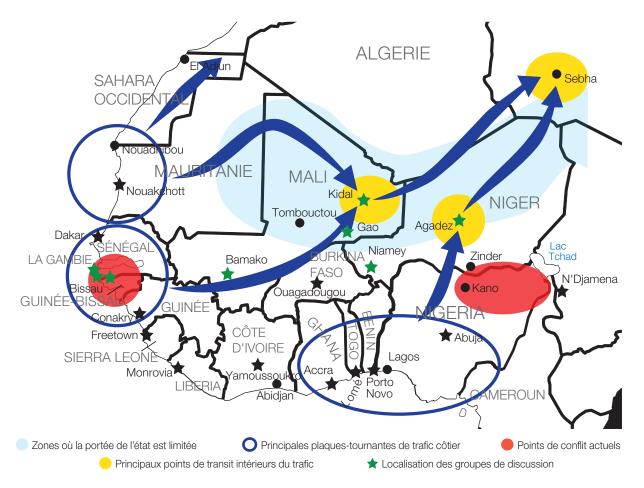
La criminalité organisée, le trafic illicite et le trafic de migrants sont devenus des forces négatives de plus en plus puissantes dans toute l'Afrique de l'Ouest. Alors que les élites régionales considèrent généralement qu'il s'agit d'une menace extérieure puisque ces marchandises illicites proviennent d'autres régions, les évaluations de la menace et les comptes-rendus des renseignements ont relevé que la population d'Afrique de l'Ouest elle-même joue un rôle de plus en plus actif au sein des maillons de l'économie criminelle, et ce, que la région en soit à l'origine ou ne soit qu'une zone de passage. Les communautés installées le long de ces routes construisent leur vie et leurs moyens de subsistance autour de ces flux illicites.

En moins d'une décennie, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont devenus des plaques-tournantes de premier plan pour le transit et le reconditionnement de la cocaïne provenant des régions productrices d'Amérique Latine et destinée aux marchés européens. De plus, avec la complicité accrue des institutions de l'État, les produits et activités criminels ont progressé et se sont diversifiés : les drogues allant du haschich, de la méthamphétamine et des précurseurs chimiques, de la cocaïne, et l'héroïne, ont toutes fait l'objet de saisies au cours de ces dernières années. Les pays ouest-africains seraient les chefs de file de la cybercriminalité ; des armes et munitions provenant plus particulièrement de Libye sont entrées dans la région et ont exacerbé conflits ; il y a du passage clandestin et du trafic de personnes ; des médicaments contrefaits, des déchets toxiques, du pétrole et des ressources naturelles de bois ou de minéraux traversent librement dans toutes la sous-région.³

Les principales routes de trafic illicite, ouest-est et nord-sud, se croisent dans la région vulnérable du Sahel, où l'action de l'état est faible ou simplement inexistante. Comme l'illustre la Figure 1, trois états en particulier (la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger) se trouvent sur les principales routes de trafic. Pour différentes raisons, et de différentes façons, les villes de Bissau, Kidal, Gao et Agadez sont au coeur de l'économie du trafic régional. Le transit illicite de marchandises peut parfois contourner leur périmètre, mais l'argent provenant de ces activités y est investi et l'impact du trafic est davantage susceptible d'être ressenti par les habitants qui vivent là-bas. Comprendre leurs opinions doit être un point de départ dans la recherche de l'élaboration d'une réponse.

Cette étude, et les études similaires, ont permis de conclure de facon claire que la croissance de l'influence criminelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest est un processus intrinsèquement lié à l'État et à sa capacité. La criminalité pervertit le principe de base des processus démocratiques : au lieu de gagner la confiance populaire à travers des politiques économiques et sociales légitimes, le chemin d'accès au pouvoir réside dans la sécurisation de revenus par le biais de pratiques criminelles. Les profits issus des activités illicites achètent l'influence politique à un tel point que les individus impliqués dans des activités criminelles peuvent avoir plusieurs identités (parfois complémentaires) au sein des institutions de l'État et des réseaux criminels. Au fil du temps, la criminalité et la gouvernance sont devenues inextricablement liées dans certains pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, et les systèmes de sécurité et de justice ont été orientés de sorte à protéger et faciliter le commerce illicite, créant ainsi un sentiment d'impunité. Dans le même temps, cela creuse encore le fossé entre les citoyens et l'État puisque la criminalité organisée et le trafic illicite s'engouffrent dans le vide laissé par l'État pour devenir une nouvelle source de légitimité et de services au niveau local. Il est donc crucial que la résilience communautaire et les réponses locales à la criminalité organisée fassent l'objet d'une attention

Figure 1 Flux de trafic à travers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Source Mis en place par les auteurs à partir des données recueillies lors des recherches menées sur le terrain, dessinée par Isabel Kruger.

particulière s'inscrivant dans le long terme. Ce qui a jusqu'ici été négligé dans la région.

La méthodologie de cette étude, qui a débuté en juillet 2012, était axée sur trois pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel : la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger. L'examen de la littérature secondaire disponible, et des entretiens ciblés, ont permis d'identifier les principales routes de trafic de la région de l'Afrique de l'Ouest élargie, englobant la zone de fragilité qui va d'une côte à l'autre depuis l'Afrique de l'Ouest et jusqu'à l'Afrique du Nord.

Ces trois pays ont été sélectionnés car ils se trouvent au cœur du lien entre la criminalité et le conflit, l'objectif étant d'identifier les communautés qui ont été les plus touchées par le trafic de transit illicite. Comme le montre la Figure 1, l'étude a identifié sept communautés situées le long des trois principales routes de trafic. Un effort a été fait pour sélectionner les communautés qui pourraient servir d'indicateurs des attitudes et des tendances actuelles dans la région, et pour obtenir un point de vue équilibré des états côtiers et des pays situés sur la bande sahélienne bordant l'Afrique du nord. Alors que l'implication de la Guinée-Bissau dans le trafic de

drogue était déjà notoire ; en particulier en tant qu'entrepôt pour la cocaïne provenant d'Amérique Latine ; au moment où les pays ont été sélectionnés pour l'étude, l'extrême vulnérabilité de l'État malien n'était pas encore apparente. Le Niger reste stable, mais est pris au piège entre le regain de violence dans le nord du Nigéria, et l'instabilité rencontrée dans le nord du Mali et le sud de la Libye.

La méthodologie de recherche contient deux volets: la consultation de groupes de discussion, et des entretiens avec des informateurs clés. L'Institut d'Études de Sécurité a conduit neuf sessions avec des groupes de discussion nationaux et communautaires, dans les capitales et dans les localités rurales et urbaines qui sont réputées avoir une présence criminelle ou être touchées par l'activité criminelle. Toutes les sessions ont été conduites dans le cadre d'une table ronde informelle. Comme les discussions tenues dans le cadre des groupes de discussion couvraient des sujets sensibles, les réunions n'ont pas été enregistrées et une personne a restitué les discussions, aussi fidèlement que possible, sous la forme d'un rapport qui a ensuite été traduit en anglais. Les participants des groupes de discussion n'ont reçu aucune rémunération.

Les localisations des groupes de discussion sont indiquées par des étoiles vertes dans la Figure 1. Au Mali, les groupes de discussion ont eu lieu à Bamako, la capitale; avec des citoyens de Kidal, une importante plaque-tournante du trafic dans le nord du pays ; à Gao, une plaque-tournante du trafic vers l'est ; et avec un groupe de maires et de conseillers municipaux venus de tout le pays. Au Niger, les groupes de discussion ont eu lieu à Niamey, la capitale ; et à Agadez, une plaquetournante du trafic sur la route du nord depuis le Nigéria. Enfin, en Guinée-Bissau, les groupes de discussion ont eu lieu dans la capitale, Bissau ; à São Domingos, une petite ville côtière frontalière avec le Sénégal ; et à Bubaque, une île située au large des côtes, où des grandes quantités de drogues auraient été réceptionnées.

Afin d'obtenir une représentation plus large des points de vue de la communauté, les groupes de discussion étaient composés de décideurs, de chefs de communauté et de représentants locaux, avec une représentation diversifiée en termes de sexe, d'âge et de niveaux de revenus. Les participants étaient donc largement représentatifs des communautés et des différents groupes ethniques même si, au Mali, l'un des groupes de discussion a porté uniquement sur un groupe ethnique, du fait de la localisation régionale.

Les informations recueillies dans le cadre des groupes de discussion ont été complétées par des entretiens avec des informateurs clés de chaque pays. Il s'agissait notamment de fonctionnaires du gouvernement ; de représentants officiels de la justice criminelle (juges, policiers, juristes) ; de chefs de communauté ; de faiseurs d'opinion d'un niveau intermédiaire, tels que des journalistes indépendants ; de dirigeants d'entreprises ; de responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) ; et d'universitaires.

La recherche avait pour but de comprendre les points de vue de la communauté sur :

- les activités de trafic et de criminalité organisée en général,
- l'impact de ces activités au niveau local et régional,
- toutes les sources de résilience ou stratégies d'adaptation,
- les solutions possibles pour lutter contre la criminalité organisée et renforcer la gouvernance démocratique.

Les conclusions issues des groupes de discussion communautaires sont présentées dans la prochaine section du rapport, elles sont suivies des stratégies et des priorités qui ont été identifiées et proposées par les participants communautaires et nationaux. La section finale présente brièvement les principales conclusions et implications pour la réponse internationale.

COMPRENDRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET SES IMPACTS

Avoir une discussion sur la criminalité organisée et le trafic illicite en Afrique de l'Ouest et au Sahel revient à ouvrir un débat situé au centre d'une nébuleuse de questions sur l'identité, le statut d'État, la sécurité et le développement dans la sous-région. La nature spécifique du trafic illicite et de la criminalité organisée associée dépend du contexte : elle dépend à la fois du niveau de faiblesse et/ou d'inefficacité de l'État, de ce que l'État définit comme illégal, et de la capacité de l'État à protéger les activités économiques légitimes et à prendre des mesures contre celles qui sont illégales.

Les analystes ont longtemps débattu sur la pertinence d'utiliser le terme « criminalité organisée » dans le contexte africain, étant donnée la mesure dans laquelle les activités des réseaux criminels sont identiques ou interagissent avec celles des seigneurs de guerre, des groupes d'insurgés, des organisations terroristes, politiques, militaires ou communautaires. Cependant, les économies illicites, et ceux qui les protègent, ont un impact de plus en plus important sur les dynamiques sociales, économiques et politiques de l'ensemble du continent, et mettent en péril les investissements faits dans la consolidation de la paix, la construction étatique et la démocratie. Il est donc très important de savoir comment les communautés ellesmêmes appréhendent la criminalité organisée et le trafic illicite et la place qu'ils occupent au sein de la communauté et de l'État.

Les opinions diffèrent sur le fait que les communautés font une distinction, ou non, entre le transport de marchandises licites et illicites. Cependant, la recherche montre clairement que bien que le trafic illicite et la criminalité organisée puissent être mal compris ou reconnus, l'avenir de la région de l'Afrique de l'Ouest élargie dépend leur impact en termes de corruption, de mise en péril de la légitimité de l'État, et d'exacerbation des conflits et de l'insécurité.

Comment la criminalité organisée et le trafic illicite sont-ils appréhendés au sein de la communauté ?

Le premier point crucial mis en avant par les groupes de discussion est que le trafic illicite et la criminalité organisée ne sont pas considérés comme un comportement criminel au sein des communautés interrogées : il s'agit seulement de modes de vie. La capacité à faire de la contrebande, à faire du profit sur le trafic, et à migrer à travers les frontières poreuses de la région est en fait la stratégie de résilience que la plupart des communautés utilisent pour survivre.

La région de l'Afrique de l'Ouest élargie abrite bon nombre des pays les plus pauvres et vulnérables du monde, figurant en bas de classement des indicateurs de développement humain. La pauvreté est très répandue et augmente du fait de l'insécurité alimentaire induite par la sécheresse, les économies non diversifiées et les crises politiques. Dans cette région, l'absence de moyens de subsistance durables et légitimes fait du trafic et de la contrebande une option par défaut nécessaire à l'obtention d'un revenu, et ce depuis de nombreuses décennies.

La majorité des participants interrogés dans le cadre de l'étude ne comprenait pas que la criminalité organisée touchait toutes les activités avec des implications uniquement économiques. Dans la plupart des discussions basées sur la communauté, il est ressorti que le trafic ou la contrebande de marchandises quelles qu'elles soient n'était pas inclus dans la criminalité organisée qui se limitait au meurtre, au crime violent, au banditisme routier, au cambriolage et au vol à main armée perpétrés dans les rues par de petits gangs, ou éventuellement au vol de voiture.⁴

... les économies illicites, et ceux qui les protègent, ont un impact de plus en plus important sur les dynamiques sociales, économiques et politiques de l'ensemble du continent...

Dans la région du Grand Sahara, les opportunités économiques légitimes sont rares, et les pays inclus dans cette étude se situent parmi les plus bas du classement de la plupart des indices économiques et de développement humain (le Niger occupe la place 186/186 dans l'Indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; la Guinée-Bissau se situe à la 176^{ème} place et le Mali à la 182^{ème})⁵ et leurs populations sont confrontées à la pauvreté chronique, à la pénurie alimentaire et à l'insécurité. Les communautés seminomades qui chevauchent les arrière-pays du Sahel et du Maghreb se sont longtemps adonnées au trafic de marchandises entre les États, et d'un côté à l'autre des frontières, et utilisaient la migration pour échapper au conflit ou à la sécheresse. Les activités de trafic et de contrebande transnationales de faible niveau ont toujours été une stratégie de subsistance nécessaire, et la zone a été considérée comme une route commerciale majeure, comparable à l'historique Route de la soie, où les personnes et les marchandises circulaient également librement.

Suite à la décolonisation des pays de la région, la contrebande d'une quantité et d'une gamme assez importantes de marchandises illicites a pu être maintenue grâce à l'absence de douane et de contrôle aux frontières. Suite à cette évolution historique, l'enrichissement économique résultant du trafic a été considéré comme un mode de vie normal et acceptable, généré par les politiques économiques des États voisins. Par exemple, les politiques fiscales algériennes, et les subventions et les taxes imposées sur différentes marchandises, déterminent le flux du trafic de marchandises passant par Kidal dans le nord du Mali. Dans le Sahara, des économies entières sont basées sur l'arbitrage et la contrebande de marchandises, qu'il s'agisse de lait en poudre, d'essence, de gazole ou d'autres produits consommables. La criminalisation du trafic est un concept occidental et imposé de façon externe, et les participants des groupes de discussion étaient conscients de cette caractérisation et donc critiques à l'égard de la communauté internationale. Comme la discussion communautaire conduite dans la région de Gao l'a mis en avant : « Les marchandises contrefaites provenant d'Algérie comptent parmi les quelques produits que nous pouvons nous permettre, sans elles nous mourrions probablement ».6

Au Mali et au Niger, un certain nombre de participants ont décrit la façon dont la contrebande de marchandises avait cédé la place au trafic de marchandises illicites plus rentable : « Le commerce caravanier était un moyen de rester en vie et a évolué, et continue à évoluer, en fonction de l'augmentation des marges de rentabilité ».7 Cela a été soutenu par les études ethnographiques internationales. Le trafic de cigarettes a supplanté la contrebande de marchandises au début des années 1990 et a, à son tour, établi les connexions et les modes de fonctionnement désormais utilisés par les trafiguants de cocaïne et de hachisch du Sahel et d'Afrique du Nord. Au Niger, l'un des participants a expliqué comment la contrebande de cigarettes avait entamé un processus d'évolution criminelle : « Les cigarettes étaient extrêmement chères en Libye, ce qui incitait à les faire passer en contrebande dans le pays. Les contrebandiers étaient payés avec les véhicules utilisés lors des opérations. Depuis lors, et particulièrement après 2006, les populations nomades font passer de la cocaïne et du hachisch via le désert ».8

Les participants des groupes de discussion ont insisté sur le fait que le type de marchandise transportée importait moins que le fait de pouvoir gagner sa vie. Le groupe de discussion de Gao a plus spécifiquement insisté sur le fait que la nature du commerce n'avait pas d'importance et que seule sa valeur économique importait, puisque « nos populations consomment rarement ces produits illicites, ils ne nuisent donc pas à nos communautés ».9 Un participant a expliqué que, dans la région, le trafiquant moyen ne

savait probablement même pas ce qu'il transportait, et que le fait de n'avoir jamais vu le produit facilitait son transit. Le montant du paiement détermine sa valeur : « Les convois traversent le désert, et les conducteurs ne savent généralement pas ce qu'ils transportent. La somme en liquide reçue par la suite donne une indication du type de produit illicite qu'ils ont transporté ... Les conducteurs reçoivent au moins 6 000 \$ pour transporter des cigarettes sur une route. Pour le hachisch ou la cocaïne, ils reçoivent un minimum de 14 000 \$ ».¹¹ Dans la région, le trafic de drogue et la contrebande ont été banalisés par les communautés dont les revenus en dépendent.

Une anecdote sur la légitimité sociale

Un habitant du Mali du nord a fait ce récit : « J'étais à Ber, dans la région de Timbuktu, avec le maire de la ville. Un jeune homme arabe est venu voir le maire afin d'obtenir une carte nationale d'identité. Le jeune homme était analphabète et le maire devait lui poser des questions afin de remplir le formulaire de demande. Lorsque le maire lui a demandé sa profession, le jeune homme a calmement répondu « trafiquant de drogue », ce qu'il pensait être la réponse honnête et appropriée à mentionner sur un formulaire gouvernemental de demande de carte d'identité nationale ».11

Bien que la pauvreté touche toute la région, sa composition culturelle est extrêmement variée. Plusieurs groupes ethniques et clans sont dispersés sur l'ensemble de ces pays ; notamment les Touaregs, Mandingues, Bambaras, Songhaïs et Peuls ; et, pour des raisons historiques, certains sont mieux placés que d'autres pour profiter du commerce transfrontalier. Typiquement, les hommes d'affaires locaux d'origine arabe, ainsi que les Touaregs et les Tabus, sont réputés être des trafiquants d'abord de marchandises licites, puis illicites.

Le groupe de discussion de Gao a expliqué que les Songhaïs de Gao n'avaient pas étendu les réseaux régionaux nécessaires pour faciliter de telles opérations, car « peu de Songhaïs sont allés à l'aventure dans les pays accueillant d'importantes communautés Songhaïs, tels que le Niger ou la Libye ». Cela dit, le groupe a cependant laissé entendre qu'ils seraient peu nombreux à laisser passer l'occasion de participer aux trafics si une telle opportunité se présentait. « Les jeunes Songhaïs essaient d'entretenir des relations avec les parrains arabes ou leurs enfants afin d'être invités à participer aux opportunités de trafic...». Les participants du groupe de discussion d'Agadez, au Niger, ont été unanimes quant au fait qu'ils participeraient eux-aussi au trafic si l'occasion se

présentait. Un participant a expliqué, « Même si vous êtes un voleur, mais que vous pouvez mobiliser un groupe de voleurs, et acquérir des ressources, on ne vous considère pas comme un voleur, mais comme un homme qui réussit, quelqu'un de courageux ».13

Le trafic crée des moyens de subsistance et de la richesse, et les discussions communautaires ont mis en avant le fait que la richesse acquise grâce au trafic était largement considérée comme un signe de réussite, non comme un crime. Un des informateurs clés interrogés au Mali, un haut fonctionnaire de l'administration du président Amadou Toumani Touré, a évoqué une visite à Gao, en 2009. « Je suis arrivé dans la ville en compagnie du gouverneur de Kidal, où nous devions rencontrer le gouverneur de Gao afin de nous entretenir avec lui. Alors que nous étions tous les trois dans la voiture, une de mes amies a arrêté le véhicule pour me saluer. Elle était vêtue de la robe traditionnelle que les femmes africaines portent lorsqu'elles se rendent à un baptême ou à un mariage. Je lui ai demandé où elle se rendait, et sans hésitation, devant les deux gouverneurs, elle a expliqué fièrement qu'elle allait au mariage d'une fille de Gao qui épousait un très important narcotrafiquant ».14

Le remplacement progressif du trafic licite par le trafic illicite est moins vrai en Guinée-Bissau, où les communautés locales peuvent participer à des trafics de niveaux moindres, mais où le trafic lucratif est largement contrôlé par les hautes sphères de l'État. Alors que les groupes de discussion communautaires ont décrit le trafic des migrants ou le vol de bétail, toutes les mentions concernant le trafic de drogue ont fait allusion à des personnages clés du gouvernement : « Nino Vieira a introduit le trafic de drogue en Guinée-Bissau », a déclaré un participant communautaire. « Il a offert le trafic aérien au Chef des forces armées, et contrôlait le trafic maritime avec l'aide du Chef de la Marine, c'était l'échange ».15 Cela dit, la contrebande et le trafic de drogue ont eu des retombées, et ont acquis une légitimité sociale au niveau communautaire en Guinée-Bissau : « La Guinée-Bissau favorise les riches. non la richesse. Vous devez tirer avantage des circonstances lorsque vous le pouvez, ensuite on vous considère comme un homme intelligent! »16

L'impact de la criminalité organisée sur la dynamique communautaire

Alors que la communauté en général ne considère pas forcément la contrebande ou le trafic comme un crime, il est reconnu que, depuis l'introduction du trafic de drogue, le commerce illicite a des effets de plus en plus néfastes sur la société et la communauté. L'accumulation des richesses par les jeunes trafiquants a eu pour conséquence l'apparition de groupes d'influence nouvellement riches et armés, majoritairement composés

de jeunes hommes, qui opèrent en-dehors des structures sociétales traditionnelles. Les groupes de discussion ont tous réfléchi sur la façon dont cette augmentation du nombre de groupes de *nouveaux riches* avait changé l'équilibre du pouvoir traditionnel au niveau communautaire, et sur l'impact qui en découle.

Ils ne savent pas comment utiliser leur pouvoir, et ce pouvoir sert la criminalité organisée. Cela est très dangereux car il ne s'agit pas là de « cas isolés », mais d'une importante part de la population

Une augmentation du banditisme a été observée au sein des communautés où le contrôle des flux illicites n'est pas encore consolidé : « Les chefs de factions opposées peuvent se disputer avec les groupes/factions qui ont participé à des opérations de trafic réussies. Il y a eu des exemples de banditisme routier sur la route du convoi, l'appropriation du produit, et sa revente ultérieure au même trafiguant/organisateur ».17 Un certain nombre de participants des trois pays ont noté la militarisation des jeunes : « Les jeunes militaires sont plus brutaux, sexistes et agressifs. Ils ne savent pas comment utiliser leur pouvoir, et ce pouvoir sert la criminalité organisée. Cela est très dangereux car il ne s'agit pas là de « cas isolés », mais d'une importante part de la population ».18 Un certain nombre de fonctionnaires interrogés ont suggéré que la culture et la consommation de drogue contribuaient également aux mouvements d'insurrection : le sentiment que les « rebelles ne se rebellent pas lorsqu'ils sont sobres »19 a été exprimé ou sous-entendu à de nombreuses reprises. La culture et la consommation de drogue vont de pair avec la présence généralisée d'armes légères, ce qui contribue à l'insécurité et à la violence actuelles, ainsi qu'à la tendance croissante aux conflits violents dans la région.

Les jeunes hommes armés impliqués dans le trafic affichent leur réussite en achetant des biens immobiliers de valeurs, des voitures et autres biens symbolisant leur statut et dont ils se servent pour recruter les nouveaux membres qui prendront part à la criminalité organisée, tout particulièrement les jeunes qui sont impressionnables et qui sont ainsi détournés des opportunités professionnelles offertes par les industries légitimes : « Les jeunes arabes

apprennent à conduire très tôt, et sont localement reconnus pour leur talent particulier pour la conduite dans le désert. Ils commencent dès l'âge de 10 ans, sont bien entraînés à 15 ans, et conduisent des convois de droque sur de longues distances à 18 ans. Après avoir été rémunérés pour les quelques premiers convois, ils achètent leurs propres voitures (généralement des 4x4) et leur avenir est tout tracé ».20 Les membres du groupe de discussion de Bissau ont décrit ce qu'ils ont appelé « l'inversion des valeurs morales » qui se caractérise par le fait que les « étudiants ne croient plus en l'école et estiment désormais qu'être un intellectuel est une perte de temps. En Guinée-Bissau, la réussite passe uniquement par la voie de l'illégalité ». 21 Cela ne fait qu'exacerber une tendance d'analphabétisme bien établie dans ces États. En Guinée-Bissau, le nombre moyen d'années de scolarité est de 2.3, et seulement 54.2 pour cent de la population adulte sait lire et écrire.²² Les données sont encore plus inquiétantes au Mali et au Niger, où la majorité des adultes (respectivement 68.9 pour cent et 71.3 pour cent) est analphabète.23 Comme l'a déclaré un dirigeant d'ONG au Mali : « Pourquoi je m'embêterais à apprendre à mes fils à lire, alors que je peux leur apprendre à conduire ?24

Hormis la pratique de l'enlèvement pour rançon, le sens général des discussions était qu'il n'y avait pas de lien idéologique direct entre le trafic, et le terrorisme et les conflits insurrectionnels parrainés, dans la région, par des groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). L'une des activités était conduite pour le profit, l'autre pour des objectifs politiques ou idéologiques. Néanmoins, la plupart avait le sentiment que les fonds issus des activités illicites enrichissaient les groupes d'insurgés, de milice armée, ainsi que ceux affichant un programme djihadiste. Alors qu'un certain nombre de participants étaient assez arrêtés sur le fait que « les rebelles ne font pas du trafic de narcotiques »25, il n'en reste pas moins que dans les zones qu'ils contrôlent, les insurgés peuvent prendre un pourcentage afin de garantir le passage des marchandises (de toute sorte) sans encombre. L'un des informateurs clés interrogés a déclaré, « Depuis 2005, AQMI taxe les convois des trafiquants ».26 Un autre informateur a signalé que dès le début des années 1999, le groupe salafiste pour la prédication et le combat (l'ancêtre d'AQMI) « avait commencé à bâtir des alliances avec les individus du nord. particulièrement à travers des mariages, et qu'il avait commencé à taxer le trafic de drogue ou à protéger les convois traversant le territoire qu'il contrôlait ».27

Le changement des rapports de force et la désintégration des normes sociales provoqués par les jeunes hommes impliqués dans l'industrie du trafic ont, en retour, un impact sur les relations entre les sexes et accroissent la vulnérabilité des femmes et des enfants. Le groupe de discussion de Kidal a longuement débattu de la

pratique de plus en plus courante qui consiste à forcer ou à rapidement arranger des mariages pour « apaiser les désirs des jeunes hommes Keltamasheqs qui disposent de grosses sommes d'argent ».28 Par contre, les jeunes hommes qui ne disposent pas des connaissances des routes de trafic requises pour s'engager dans le trafic ont des difficultés à se marier, car ils n'ont pas les moyens de payer les dots de plus en plus importantes requises pour trouver une épouse. Ce phénomène divise la société et favorise les conflits. D'autre part, les trafiquants trompent leurs épouses achetées à la va-vite. Il a été noté que le taux de divorce augmentait, particulièrement lorsque les jeunes femmes (parfois âgées de neuf ou dix ans) ne parvenaient pas à donner naissance à un enfant dans la première année de mariage.²⁹ Dans une communauté où la virginité est très prisée, les femmes divorcées sont considérées comme « des marchandises usagées qui auront de plus en plus de difficultés à se remarier ».30

Les participants du Mali et du Niger ont noté l'augmentation du nombre de maisons closes le long des routes de trafic les plus courantes et dans les plaquestournantes urbaines, lesquelles sont destinées à assouvir les conducteurs et les guides. Un participant a expliqué que les maisons closes employaient la plupart du temps des femmes venant des pays voisins ; typiquement des migrantes ne pouvant pas poursuivre leur voyage vers le nord par manque de ressources.³¹ Traditionnellement, dans la région la prostitution est considérée comme déviante et un grave mal social et religieux, 32 et le nombre croissant de prostituées est un indicateur de la profondeur du changement du cadre culturel. Un des informateurs clés, travaillant au sein d'une ONG en Guinée-Bissau, a également évoqué le nombre croissant de cas de pédophilie et d'abus sexuel sur les enfants depuis 2008, lorsque la cocaïne a été introduite dans la région.33

Enfin, tout le monde s'est accordé à dire que la consommation de drogue (cocaïne et hachisch) augmentait au sein des communautés fréquentées par les trafiquants. Un médecin national, membre du groupe de discussion de Kidal, a déclaré qu'elle avait constaté une augmentation importante des problèmes de santé mentale liés à la consommation de drogue, et que cela touchait aussi bien les hommes que les femmes.

Positionnement pour le pouvoir

Les groupes de discussion ont noté que les sources d'autorité traditionnelles (chefs de clan, imams, anciens et autres) voyaient de plus en plus leur autorité érodée par ceux dont le niveau de capital social et de réussite perçu découlait du trafic.³⁴ Le fait que *chacun veut être chef* a entraîné deux dynamiques distinctes, puisque les décisionnaires précédents cherchent à rétablir leur pertinence et leur base de soutien.

La première s'est caractérisée par un effort de réaffirmation des valeurs traditionnelles de la part des chefs religieux. Un membre éminent du *Haut Conseil Islamique* du Mali (la plus importante organisation religieuse du pays) a expliqué, lors d'un entretien, que « des prédicateurs avaient été envoyés pour conseiller les jeunes et leur enseigner les bons principes islamiques ». Il a ajouté que les « prédicateurs sont supposés demander aux parents d'être davantage critiques quant à la façon dont leurs enfants gagnent leur argent ».³⁵

Presque tous les groupes de discussion ont observé le conservatisme croissant dans les pays islamiques d'Afrique de l'Ouest et du Sahel qui étaient auparavant modérés et libéraux. Cela semble être une conséquence de l'augmentation de la criminalité au sein de la société. Les leaders traditionnels cherchent à contrer l'impact négatif que la culture du trafic a sur la société, et leur propre perte d'influence, à travers la réaffirmation des valeurs fondamentalistes. La prolifération des écoles coraniques, des prédicateurs coraniques et des femmes voilées a été constatée dans le contexte nigérien, et l'implantation rapide de l'extrémisme islamique au nord du Mali (qui a contribué à la chute de l'état en 2012) avait été précédée par un fondamentalisme qui avait été prêché par les prédicateurs fondamentalistes des communautés du nord. Le groupe de discussion de Bissau a déclaré que « le Conseil Islamique avait tenu une réunion publique afin de collecter des fonds pour les terroristes du Mali ».36

Il en a également résulté que certains leaders traditionnels ont fait en sorte de se positionner en tant qu'intermédiaires entre les trafiquants et l'État, afin de protéger et de faciliter le trafic illicite : « Les leaders traditionnels voient l'effet de ces jeunes sur leurs communautés et ont le sentiment qu'ils doivent calmer les [trafiquants]. Les leaders traditionnels sont considérés comme des intermédiaires, et ont utilisé cette position pour s'octroyer les faveurs des administrateurs de l'état ».37 De cette façon, le pouvoir d'achat extraordinaire généré par le trafic arrive directement dans les caisses de l'état : « Les officiers militaires, les membres des services des renseignements, les députés, les maires, les gouverneurs, et toutes les personnes d'influence sont abordées. Les pots-de-vin ne sont pas payés pour un contrat lié à un service rendu. La plupart du temps, il s'agit d'un cadeau, offert avec l'obligation sous-entendue, et bien connue des populations africaines, de rendre une faveur à une date ultérieure; c.-à-d. qu'il s'agira, pour un agent des douanes, de laisser passer un convoi ; pour une patrouille militaire, d'ouvrir le passage pour un convoi sur une route donnée, ou même d'éliminer temporairement les réseaux de trafic concurrents d'une région afin de faciliter le passage ».38 L'argent issu du trafic s'infiltre également dans le processus politique, de façon plus directe. Les groupes de discussion

ont décrit comment « les riches arabes, qui sont supposés être des trafiquants, financent les candidats qui briguent une place aux élections municipales, ou un siège à l'Assemblée Nationale », ou se présentent eux-mêmes aux élections.³⁹ Au Mali, les parties politiques incitent régulièrement les journalistes à rejoindre leur partie, ou bien les membres des médias reçoivent des pots-de-vin de la part des administrateurs de l'État pour défendre l'État contre ses détracteurs.⁴⁰

En Guinée-Bissau, ce processus consistant à interconnecter les institutions de l'État et la criminalité organisée a davantage été un processus descendant qu'ascendant. Les membres du groupe de discussion de Bissau ont décrit les façons dont l'État central fragilisait la gouvernance locale : « Lors des dernières élections, les représentants traditionnels sont devenus des politiciens et ont donc reçu beaucoup d'argent pour soutenir les parties politiques ».41 De même, « les gouverneurs, directeurs et secrétaires ont tous été remplacés après le coup d'État, et beaucoup ne sont même pas originaires des régions qu'ils représentent désormais ». 42 Les membres du groupe de discussion de São Domingos ont fait état de cas « où les autorités avait été corrompues pour laisser les trafiquants de drogue en liberté ou ne pas les arrêter ». Ils ont également évoqué les accords tacites passés au niveau national entre les autorités frontalières afin d'accorder des visas et d'autoriser le passage des trafiquants à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau.

La corruption et la culture d'impunité

Alors que la gouvernance démocratique se consolidait dans la sous-région, la relation entre le trafic et la gouvernance se renforçait. Les pratiques de corruption ascendantes et descendantes ont augmenté en portée et se sont intensifiées, comme l'un des participants l'a dit : *Il n'y a qu'à fermer les yeux.*⁴³ Tout au long de cette évolution progressive, les échecs répétés face à la mise en cause des dirigeants pour leur association à des pratiques criminelles, et l'échec de la justice face à la punition des personnes impliquées, ont créé une culture d'impunité largement répandue. Il s'agit-là du principal et du plus important impact du trafic illicite décrit par les groupes de discussion.

D'un bout à l'autre de la sous-région, dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, la corruption touche désormais les plus hautes sphères du gouvernement, de l'État et du secteur privé, et se répand à tous les niveaux des institutions étatiques et du tissu sociétal. La description des expériences des citoyens au niveau communautaire dépeint une corruption profonde qui souille tous les aspects de leur vie et leur interprétation de la citoyenneté et du statut d'État. « L'impunité est partout, car il n'y a pas d'État et pas d'autorité ».⁴⁴ D'un bout à l'autre de la région,

il faut corrompre ou avoir des relations ne serait-ce que pour bénéficier des services de l'État les plus élémentaires, comme obtenir une carte d'identité, des services de soins médicaux ou judiciaires. Les pots-de-vin, la corruption et les commissions offerts par les trafiquants sont couramment acceptés en guise de compléments standard aux salaires insuffisants de l'État, et ne sont même pas considérés comme des méfaits par les agents gouvernementaux.

Corruption concernant les cartes d'identité au Mali⁴⁵

Tous les maliens sont tenus d'avoir une carte nationale d'identité sur eux (même si, en pratique, dans les zones rurales, cette exigence est très assouplie). Depuis que les cartes d'identité nationales sont imprimées et fournies par des entreprises canadiennes (afin de garantir l'inclusion des informations biométriques), l'État malien ne paie plus pour ce service. La perte d'une carte peut entraîner de sérieux ennuis pour un individu qui a affaire à la police ou la gendarmerie en temps de guerre. Les maliens qui ne disposent pas de carte d'identité doivent se rendre au commissariat pour en demander une, mais la police leur dit régulièrement qu'il n'est pas possible d'en avoir une puisque l'État n'achète plus ce service importé. Cependant, en prenant l'agent à part, il est possible d'en acheter une parmi une pile de cartes d'identité en possession de la police. Au lieu de payer 150 francs CFA (3 \$), les cartes sont vendues entre 15 000 et 25 000 francs CFA (30-50\$).

Au sein du système de justice, « les membres de la magistrature ne se considèrent pas comme des arbitres de la justice et du droit indépendants, mais comme des personnes [ayant le droit] de distribuer la justice comme bon leur semble, sans conséquence ». 46 II y a peu ou pas d'accès aux systèmes de justice constitutionnelle modernes en-dehors des capitales, en conséquence, au niveau local, cela crée des systèmes qui renforcent les querelles locales, les conflits inter-groupes localisés et la justice d'autodéfense. « Les gens se font justice eux-mêmes ».47

Au sommet de la pyramide, les leaders politiques sont considérés comme élitistes, corrompus et intéressés. En Guinée-Bissau, le cycle croissant de la violence et de l'instabilité, qui a suivi l'introduction de la cocaïne dans le pays, est souvent attribué au désir de contrôler les flux de trafic. Au Mali, le laissez-faire du président Touré, l'approche conciliatrice avec l'économie criminelle au nord, et ses liens croissants avec les fonctionnaires et les

opérateurs économiques au sud, ont lentement conduit à la chute de l'État. Contrairement au trafic auquel s'adonnent les dirigeants politiques de Guinée-Bissau, au Niger, il n'y a généralement aucun sentiment d'engagement du président Mahamadou Issoufou dans un tel niveau de trafic, mais l'influence corruptrice du trafic illicite est toujours ressentie « depuis le bureau du président, jusqu'au simple citoyen ».48

Il a souvent été dit que les hauts fonctionnaires se considéraient comme « intouchables ». Un certain nombre de participants ont décrit un sentiment d'invincibilité similaire chez ceux qui tirent profit du trafic de drogue et des autres trafics criminels : « [Ces individus] ont l'impression que la justice ne peut pas les atteindre, non pas parce que les travailleurs judiciaires ne disposent pas des compétences techniques nécessaires, mais du fait du bloc créé par les forces de défense et de sécurité qui ont, à de nombreuses reprises, stoppé les forces judiciaires s'attaquant à ces hommes importants ».⁴⁹

« Pourquoi voulez-vous être proche d'un État qui ignore votre existence ? L'État n'est que l'uniforme et le fusil »

Avec le haut niveau de complicité des agents du gouvernement, toute tentative visant à s'attaquer au trafic illicite ou à la contrebande sur le terrain paraît hypocrite. Par exemple, lors d'un entretien avec un leader arabe à Gao, celui-ci a soutenu qu'il n'y avait pas de trafiquants de drogue à Gao, une ville couramment considérée comme une plaque-tournante majeure de l'activité illicite. Lorsqu'il lui a été demandé d'expliquer la célèbre Cocaine bougou (ville de la cocaïne) de Gao, un guartier de Gao avec de grandes villas, toutes construites ces cinq dernières années, et dont il est couramment admis qu'elles ont été financées avec les bénéfices issus du narcotrafic, il a répondu : « Et Bamako alors ? Nous pourrions la nommer détournement-bougou (ville de la corruption) », et a continué en décrivant comment l'État était l'exemple de criminalité le plus parlant du pays.

Dans la région, un autre flux de ressources lucratif, mais licite cette fois, prend la forme de l'aide étrangère au développement. En Guinée-Bissau, elle est estimée à environ 80 pour cent du budget de l'État,⁵⁰ et les autres pays de la région sont de la même façon dépendants de l'aide étrangère. Les membres du groupe de discussion ont décrit avec une grande frustration la façon dont la corruption généralisée affectait tout, depuis les

investissements dans les infrastructures jusqu'aux projets de développement, en passant par l'acheminement de l'aide humanitaire. Par exemple, à Gao, « les projets de développement concernent Gao, mais ils sont utilisés par les personnes qui en sont responsables comme un moyen d'accumuler des richesses (ces derniers ne sont souvent même pas des habitants de Gao, mais sont des personnes qui ont des amis dans le sud) ».⁵¹ Le groupe de discussion de Bissau a décrit le cas d'hôpitaux privés de budget car les fonds « restent dans les poches des politiciens de Bissau ».⁵²

La privation des droits des citoyens

Tous les groupes de discussion et entretiens ont mis en avant l'absence de l'État dans la vie des personnes ordinaires d'Afrique de l'Ouest, et le fait qu'il devenait un concept au mieux dénué de sens et au pire péjoratif.

Cela est particulièrement fréquent et préjudiciable chez les jeunes, qui n'ont connu aucune autre forme de gouvernance et qui n'ont rien connu d'autre qu'un État corrompu et intéressé. En conséquence, les habitants ne se considèrent pas comme les citoyens d'un pays, mais plutôt comme les membres d'entités sociales subnationales ou transnationales spécifiques (famille, tribu, ethnie ou village). Ce sont ces entités qui permettent d'accéder aux services d'ordre, de sécurité et sociaux élémentaires. Un membre du groupe de discussion d'Agadez a expliqué que « la notion « d'État » n'a aucun sens pour la plupart des nigériens. Les autres affiliations identitaires et communautaires sont plus importantes que les idées de citoyenneté nigérienne ».53 De même, en Guinée-Bissau, un manque d'homogénéité et d'unité, ainsi qu'une solide structure tribale, compliquent la construction de l'État, car certains groupes ethniques n'ont pas le sentiment d'être représentés : « Il n'y a aucun sens du bien commun, de la représentativité et de la protection citoyenne ».54 Un participant a décrit comment les chefs locaux servaient d'intermédiaires entre leur clan et le gouverneur local et « qu'il s'agissait de la partie visible de l'interaction avec l'État » pour une personne lambda. 55 La population a confiance dans sa communauté et ses leaders, mais ne fait pas confiance au gouvernement. De même, un participant du groupe de discussion du Niger a expliqué, « Je me sens comme un étranger ici. Je ne connais pas l'État du Niger. Si les islamistes maliens de MUJAO étaient venus au Niger, j'aurais volontiers pris un AK-47 pour leur apporter mon soutien ».56

Enfin, le trafic participe à la privation des droits des citoyens, ou, comme un participant l'a dit : « Pourquoi voulez-vous être proche d'un État qui ignore votre existence ? L'État n'est que l'uniforme et le fusil ». ⁵⁷ Avec un sentiment de loyauté ou d'engagement envers l'État si mince, et face à l'absence de résultat positif quant au

statut d'État, la criminalité, la corruption, le vol et le détournement des ressources de l'État sont une conséquence naturelle. Dans le cadre d'un État absent et corrompu, le fait de percevoir le trafic illicite ou la contrebande comme des activités criminelles, ou mauvaises, ou même préjudiciables n'a aucun sens dans un contexte où se mêlent, à une plus grande échelle, problèmes et instabilité politiques. Pour reprendre une description assez peu élégante d'un des participants du groupe de discussion de Kidal : « Toutes nos activités équivalent à pisser dans un violon! ».⁵⁸

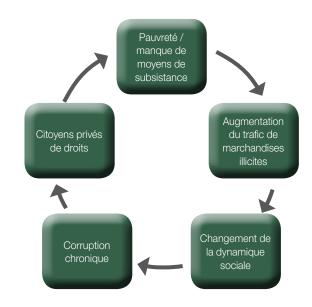
RÉPONSES ÉMANANT DE LA COMMUNAUTÉ

Ce que les groupes de discussion communautaires ont décrit est un cycle négatif, vicieux et auto-renforcé caractérisé par la pauvreté, la criminalité, la corruption et la privation des droits (tel que cela est illustré dans la Figure 2). Aux fins de ce rapport, les thèmes abordés dans le cadre des discussions et des entretiens ont été regroupés dans un certain nombre de rubriques alors qu'en fait ils sont très étroitement liés et forment un cycle central négatif, dont les impacts négatifs sont multiples sur la sécurité humaine et de l'État, et qui favorise la violence, les conflits, et le détournement des ressources de l'État destinées au développement à des fins de corruption.

Ce n'est que très récemment que l'étendue de la prédation de l'État par les réseaux criminels a été révélée, comme le souligne la chute du gouvernement démocratiquement élu au Mali. En grande partie inapercus (ou au moins non remarqués), le trafic illicite et la contrebande sous leurs formes traditionnelles ont corrompu et corrodé la gouvernance et la sécurité locales. Entre autres, le coup d'état au Mali a permis de révéler l'ampleur du mécontentement populaire vis-à-vis de la classe politique et combien elle a été discréditée, ce qui a surpris de nombreux membres de la communauté internationale. Le fonctionnement formel des institutions démocratiques peut dissimuler l'extrême fragilité d'un régime, et pour concevoir des réponses efficaces, il faut comprendre de quelle façon ces dynamiques intéressent au niveau local.

L'une des raisons les plus importantes pour lesquelles des enquêtes détaillées sont conduites sur les perceptions de la communauté est que les résultats peuvent souvent mettre à mal l'avis général sur la façon dont les gens ordinaires voient leur vie quotidienne. La conception de réponses politiques efficaces requiert que ces points de vue soient pris en compte. Cette étude n'a peut-être consulté qu'un nombre limité de personnes, mais elle a offert de nouvelles perspectives sur les problèmes de conflits, de gouvernance et de fragilité étatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Figure 2 Un cycle négatif de la privation des droits et de l'érosion étatique



Jusqu'ici, la menace posée par la criminalité organisée et le financement qu'elle fournit aux groupes terroristes était principalement perçue à partir du point de vue des parties prenantes internationales et de leur motivation à protéger leurs propres intérêts de sécurité nationale. C'est pourquoi le problème du trafic illicite et de la criminalité organisée avait d'abord été observé à travers une lentille de sécurité : la nécessité d'investir dans le contrôle des frontières, la capacité de mise en application des lois, le partage des renseignements et la coopération internationale. Au contraire, les groupes de discussion et les informateurs clés interrogés ont proposé un certain nombre de priorités et de points d'entrée alternatifs afin d'inverser le cycle négatif de la criminalité, de la corruption et de la mauvaise gouvernance sur le long terme, et d'une façon durable.

Les recommandations de réponses suivantes ont été générées par les personnes interrogées elles-mêmes, et reflètent les inquiétudes du point de vue des communautés locales.

Gouvernance et État source de développement

En dépit du fait que bon nombre des groupes de discussion basés sur la communauté, et des informateurs interrogés, ont exprimé un sentiment de privation des droits, de frustration et de désespoir vis-à-vis de l'État, ils souhaitaient en fin de compte voir l'État se relever et jouer un rôle positif dans leur vie.

Les participants du groupe de discussion de Kidal ont unanimement conclu, « Il est de la responsabilité de l'État malien de résoudre ces problèmes ».⁵⁹ Le groupe de

discussion de Gao a souhaité voir « le pays réformé afin de raviver la foi et la confiance dans l'État dans son ensemble ».60 Le groupe de Niamey, au Niger, a également conclu que « si une initiative doit être prise, elle doit avoir pour objectif de renforcer la présence de l'État dans les régions du nord qui sont vulnérables au trafic ».61 Même en Guinée-Bissau, où le gouvernement a été dépeint comme corrompu et intéressé depuis sa création, les membres de la communauté souhaitaient voir « la présence de l'État dans tout le pays, y compris au sud et dans les îles ».62

Alors qu'un certain nombre d'acteurs internationaux ont peut-être reconnu la nécessité de renforcer le développement et les interventions sécuritaires au Sahel,63 et que l'engagement international dans la région est sans précédent depuis la chute du Mali, les groupes de discussion ont fortement insisté sur le fait que les interventions internationales avaient leurs limites et qu'ils souhaiteraient plutôt voir une aide émanant de l'État. Les participants du groupe de discussion au Mali ont décrit l'union de longue date entre le président Touré et les donateurs internationaux, qui a renforcé la perception selon laquelle le Mali n'était pas un État souverain axé sur les besoins de sa population. Ils ont largement dépeint la présidence de Touré comme ayant été « envahie par les étrangers», même si, comme l'a sèchement déclaré un des participants, « Au lieu d'une invasion, il s'agissait d'une invitation ».64 Le président Touré a cédé les principales responsabilités souveraines aux acteurs internationaux, notamment le droit de passage et le contrôle des frontières, et cela a renforcé la perception que l'État malien était faible et incapable de fonctionner seul.

...l'importance de voir l'État diriger des efforts de développement et projeter les institutions étatiques dans ces « corridors de non-droit », où elles n'étaient auparavant pas vraiment ressenties...

Afin d'éviter que cette perception perdure avec la nouvelle administration, ou se renforce dans l'ensemble de la région, des efforts internationaux de soutien au nouveau gouvernement malien, et à ses voisins, devraient renforcer les principes d'appartenance nationale et l'implication de l'État dans son rôle. Il était clair qu'il fallait projeter l'influence de l'État au-delà de la capitale et des villes principales. « La présence de l'État se limite aux centres

urbains, et encore pas tous, et le manque le contrôle et d'influence facilite la prolifération de la criminalité organisée ».65 Les participants nationaux ont insisté sur l'importance de voir l'État diriger des efforts de développement et projeter les institutions étatiques dans ces « corridors de non-droit »66, où elles n'étaient auparavant pas vraiment ressenties, en créant des impacts visibles pour les segments de la société privés de droits et la population en général. Un participant a souligné le fait que la visibilité était essentielle, puisque la majorité des personnes étaient analphabètes et n'avaient pas accès à la télévision. Des efforts tangibles de l'État pour acheminer l'eau, par exemple, même à petite échelle, favoriseraient la confiance envers l'État, et inciteraient davantage les populations du nord à se reposer sur l'État au lieu des divers acteurs non étatiques, légitimes ou non.67

Les priorités de développement mises en avant par tous les participants consistaient à proposer des opportunités économiques alternatives, ce qui réduirait la dépendance envers l'économie illicite. Les participants des groupes de discussion ont reconnu qu'il ne serait pas facile de trouver des alternatives légitimes susceptibles de rivaliser avec les revenus générés par le trafic : « Lorsque le [président Touré] s'est rendu dans la région de Kidal pour annoncer le Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord Mali (ou le plan PSPSDN), il a expliqué à un large auditoire de jeunes gens du nord que le projet ciblerait les besoins du nord en termes d'opportunités d'emplois et de formation (en mécanique, en maconnerie, au métier de tailleur, etc.). Des voix se sont élevées pour critiquer ce discours. Les jeunes ont répondu que cela n'avait rien à voir avec des « emplois » et qu'ils étaient heureux des emplois qu'ils occupaient depuis ces dernières sept à dix années : en tant que guides et conducteurs pour les trafiquants.⁶⁸ Les emplois précaires et difficiles ne constitueront pas une alternative durable, mais il est nécessaire de créer de nouveaux secteurs économiques efficaces dans chaque pays et dans la région, et d'adapter les compétences aux emplois. Au Niger, le secteur bourgeonnant des industries extractives a été proposé en guise d'exemple, à la condition que les opportunités d'emplois de ces secteurs soient offertes aux populations locales.69

Sécurité, police communautaire et accès à la justice

Parce que la communauté est heureuse de voir l'État au premier plan dans la lutte contre la criminalité organisée, un certain nombre de participants ont indiqué la nécessité de renforcer la capacité de l'État à assurer la sécurité et la justice. Il y a deux volets à cela : le renforcement de la capacité civile à mettre en application les lois au niveau de la communauté, particulièrement dans les communautés

situées le long des routes de trafic ; et l'établissement de la capacité à assurer une condamnation rapide des trafiquants reconnus coupables ou des fonctionnaires corrompus. Il est important de souligner que lorsque les groupes de discussion et les informateurs parlaient de la nécessité de renforcer la capacité sécuritaire, l'accent était rarement mis sur les compétences techniques mais plutôt sur l'intégrité et la façon dont les fonctionnaires de sécurité s'engageaient auprès de la population.

Lors d'une discussion avec un groupe de maires venus de tout le Mali, il est ressorti qu'aucun des maires régionaux n'avait de police dans sa commune, à l'exception des maires des communes situées à côté de Bamako.⁷⁰ Sans force de police nationale, les « membres de la communauté essaient de faire la police eux-mêmes et assurent la sécurité de leur propriété grâce à des accords locaux de surveillance ». Sans structure policière civile, l'armée est la seule branche de l'État associée à la loi et l'ordre, et dans les trois pays, elle est réputée pour sa corruption, son ingérence dans la politique, ses tactiques musclées, et ses fréquentes violations des droits de l'homme. Comme un des groupes de discussion maliens l'a mis en avant, ce dont ils ont besoin c'est « de forces armées capables et respectueuses, qui peuvent prendre en charge la surveillance des frontières maliennes ».71 Quelques participants ont demandé une réforme profonde du secteur sécuritaire : « Les NU [Nations Unies] doivent agir contre les militaires. Les guinéens sont très fatigués !72 D'autres ont parlé de la nécessité d'augmenter de facon importante le nombre et la capacité des forces de police civiles et militarisées (gendarmes), et d'accroître le nombre de postes aux frontières. Cependant, s'il n'y a pas suffisamment de ressources, de volonté et d'élan politique pour cela, d'autres mesures peuvent être prises pour renforcer la confiance et l'intégrité des forces sécuritaires. Les participants ont demandé à ce que des efforts soient faits pour « favoriser une culture d'honnêteté et d'intégrité... au sein des services sécuritaires »73 et construire une capacité sécuritaire locale. Ils ont également suggéré d'augmenter la rotation des services de sécurité actifs au sein des communautés vulnérables au trafic illicite, car les pots-de-vin distribués aux fonctionnaires de sécurité « permettent de veiller à ce que ceux déjà en place restent afin de pérenniser le profit issu du trafic ».74

La nécessité de renforcer le secteur de la justice a été jugée comme essentielle. Les participants ont parlé d'interventions sur plusieurs niveaux, notamment le renforcement du pouvoir judiciaire et la protection des procureurs et des magistrats qui essaient de mettre un terme au trafic : « Les procès qui impliquent des militaires en tant qu'auteurs présumés [sont des procès qu'] aucun fonctionnaire judicaire n'a le courage de traiter. Cela n'est

pas par manque de compétences techniques, [mais] du fait du manque de sécurité du magistrat ».⁷⁶ De même, ils ont parlé de la nécessité de trouver « une façon d'encourager un témoin à témoigner contre un criminel »⁷⁶, cela créerait une culture du signalement et de la responsabilité. Il a été considéré comme essentiel d'avoir des médias indépendants, et une société civile libre d'enquêter et de signaler les violations de la justice et des droits de l'homme afin de créer une culture basée sur l'État de droit. Les membres de la société civile interrogés dans le cadre de l'étude ont souligné la nécessité de protéger ceux qui dénoncent. Enfin, les participants des trois pays ont mis en avant la nécessité de favoriser l'accès à la justice, et ont exprimé leur frustration quant à l'inefficacité du système de justice.

En finir avec la corruption et l'impunité

La priorité qui a peut-être été considérée comme la plus urgente par les participants nationaux a été la nécessité d'en terminer, de façon visible, avec l'impunité des criminels et des trafiquants car elle participe à la privation des droits des citoyens et rend inefficaces et hypocrites les tentatives visant à endiguer le trafic. Sans oublier, la corruption généralisée qui détourne l'aide au développement de ses objectifs, réduisant ou annulant ainsi les contributions.

Les participants du groupe de discussion d'Agadez ont ajouté que l'élite politique ne devrait pas avoir le sentiment d'être en-dehors des lois ou être percue comme « intouchable ».77 Toutes les consultations communautaires ont souligné qu'il fallait un élan suffisant pour s'attaquer au plus gros poisson de l'étang, réduire la corruption conduite par l'État, et poursuivre les plus hauts responsables du gouvernement si cela s'avère nécessaire : « Les américains doivent venir ici avec un porte-avions et emmener les milliers de *Bubos* aux États-Unis ».78 Ce fut le cas en avril 2013, lorsque l'ancien chef de la marine de la Guinée-Bissau, José Américo Bubo Na Tchuto, a été arrêté en mer par la Drug Enforcement Agency (DEA) américaine et inculpé pour trafic de drogue et achat de missiles sol-air et de fusils d'assaut AK-47 avec lance-grenade pour les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Il aurait accepté de réceptionner de la cocaïne au large de la côte de Guinée-Bissau et de la stocker avant son expédition ultérieure vers les États-Unis et l'Europe. Selon l'acte d'inculpation de la DEA, il négociait une partie de la cocaïne qu'il utilisait pour soudoyer les représentants de l'État, y compris le président, et faire traverser la drogue dans le pays sans encombre. Quelques jours plus tard, un acte d'inculpation similaire a été émis à l'encontre d'Antonio Indiai, l'actuel chef d'état-major des forces armées de Guinée-Bissau.79 Au moment de la rédaction du rapport, il était toujours libre et en poste.

Cependant, comme pour les initiatives de développement, de sécurité et de gouvernance mises en avant ci-dessus, dans le cadre desquelles une action internationale peut s'avérer catalytique, l'éradication de l'impunité est de la responsabilité du pays, par l'intermédiaire d'une capacité nationale construite dans le cadre de l'État de droit. Alors que les interventions internationales, telles que l'action coup de poing de la DEA, peuvent être efficaces pour transmettre un message clair, elles ont aussi tendance à souligner l'impuissance du système de justice national, comme le mettait en avant un participant : « Ce genre d'intervention ne changera rien sur le long terme. Pour que cela ait un impact réel sur la société, les étrangers doivent travailler main dans la main avec les guinéens afin de leur faire comprendre que ces actions ont des conséquences disciplinaires et criminelles ».80

Au Niger, les participants du groupe de discussion de Niamey ont argumenté sur le fait que lorsque certaines personnes jouissaient d'une impunité judiciaire, dont des exemples ont été rapportés dans la presse nigérienne, ou lorsque les nigériens ordinaires étaient témoins d'activités de corruption, ils « s'interrogeaient immédiatement sur leur propre pauvreté et se demandaient pourquoi il était nécessaire de respecter les lois définies par l'État puisque la loi n'était pas appliquée de la même façon pour tous ».81 Ils ont conclu en disant que pour changer cette attitude « l'État lui-même devait contrôler qu'il applique bien les lois, et appliquer des peines strictes afin de casser la confiance publique ».82 Au Mali, le groupe de discussion composé de maires a proposé le développement d'un système « d'évaluation moral des fonctionnaires », qui serait un bras du gouvernement responsable de l'intégrité et d'enquêter, de façon approfondie, sur les fonctionnaires au moment de leur prise de fonction, puis à intervalles réguliers.83

Les participants des trois pays avaient conscience que la construction de la capacité des institutions étatiques à garantir l'intégrité prendrait du temps, l'un d'eux a suggéré que cela pourrait demander « dix ans d'accompagnement [de soutien] externe des institutions gouvernementales ».84 À cet égard, les trois pays ne sont pas d'accords quant au niveau d'intervention internationale exercé par les NU dans le pays. En Guinée-Bissau, les groupes de discussion ont exprimé leur frustration vis-à-vis du Bureau des Nations Unies pour la Consolidation de la paix en Guinée-Bissau (UN Integrated Peace-Building Office in Guinea-Bissau-UNIOGBIS). Ils ont exprimé le fait que « les membres de l'UNIOGBIS devraient guitter leur bureau et mieux mettre en œuvre leur budget »,85 et ont demandé des résultats plus tangibles de la part de la mission, afin qu'elle soit « davantage opérationnelle et moins politique, comme dans d'autres États fragiles ».86 Au Niger, où l'intervention internationale est la moins importante, les discussions et les entretiens ont reflété davantage d'indépendance, et ont porté sur le renforcement des institutions et initiatives étatiques telle que la Haute Autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) établie par décret présidentiel. Selon le groupe de discussion d'Agadez, « une initiative tangible consisterait à renforcer la capacité de l'HALCIA, et de lui permettre d'enquêter ».87

Interventions par l'intermédiaire d'acteurs non étatiques

Le degré de méfiance qui existe entre les citoyens et l'État rend nécessaire l'intervention d'acteurs non étatiques afin de construire la résilience parmi les groupes communautaires, et de soutenir les efforts visant à accroître la transparence et la responsabilité. Comme le disait un des membres du groupe de discussion de Bissau, « l'État ne peut pas être un interlocuteur privilégié. Il ne représente pas la population».⁸⁸

Le rôle des différents aspects de la société civile (ONG, chefs de communauté et médias) a été mis en avant dans le cadre de nombreuses propositions d'initiatives. À São Domingos, les participants ont déclaré que « l'État a besoin de l'aide de la société civile, des leaders religieux, des comités locaux et de la communauté internationale, car le gouvernement n'est pas capable d'agir par lui-même ».89 Un participant de Guinée-Bissau a invité la communauté internationale à faciliter un partenariat plus solide entre les ONG et le gouvernement, et à « échanger des informations, favoriser le dialogue, coordonner leurs agendas et discuter des besoins de la Guinée-Bissau, et non des besoins de chacun ».90

Le rôle de la société civile passe aussi par la surveillance civile. Cela a été débattu dans le cadre du groupe de discussion de Gao, où un participant a demandé, « Où est le contrôle citoyen ? À Gao, nos citoyens n'ont aucune compréhension ou idée de cela. On ne leur enseigne pas à contrôler la gestion de leur propre développement, et ils considèrent que cela n'est pas nécessaire puisque le pouvoir est synonyme de corruption ».91

Selon les bonnes pratiques internationales, il a été prouvé que les mécanismes qui permettent aux citoyens d'enregistrer une plainte contre les institutions de l'État, et particulièrement ceux qui se caractérisent par un point d'accès indépendant ou confidentiel, gagnent du terrain dans les communautés où la corruption est perçue comme omniprésente. En Guinée-Bissau, les participants ont également demandé une plus grande transparence et des opportunités d'engagement : « [La] communauté internationale doit établir des mécanismes de dialogue avec la population et les institutions indépendantes ». Ils ont également demandé à ce que davantage d'informations financières soient partagées avec les communautés concernées avant que les activités soient mises en œuvre sur le terrain. 92 Un certain nombre de

moyens permettent d'obtenir la surveillance civile, cela va des organes de surveillance formels aux mécanismes de plainte indépendants, en passant par le signalement d'incidents par téléphone ou en personne. Étant donnée la variété d'options, la pensée créative et d'autres discussions avec chacune des communautés pourraient s'avérer utiles.

Un participant a parlé de l'initiative de la ville d'Ouelessebougou, au sud du Mali, qui a réussi à faire diminuer les pots-de-vin et la corruption. Le maire a rencontré tous les chefs de village et a établi un contrat par lequel ils s'engageaient à ne pas prendre les fonds dans les caisses de l'État ou les caisses locales. Au lieu de cela, les personnes sous leur intendance et eux-mêmes paieraient des impôts. Un contrôle des enregistrements est mené tous les trois mois afin de vérifier la précision des déclarations d'impôts et des recettes, et afin de réduire le nombre de réclamations pour mauvaise gestion ou corruption. En un an, les recettes fiscales ont augmenté de façon significative, ce qui a permis le développement d'infrastructures et de services à un tel point que la ville a reçu une reconnaissance nationale.⁹³

...pour bon nombre de ces communautés, le trafic et la migration sont en fait des stratégies de résilience qui ont été employées face à la faiblesse de la gouvernance, à la corruption, à l'insécurité alimentaire et aux conflits

Des exemples tels que celui-ci montrent que les communautés privées de droits ont le potentiel de contribuer positivement à l'État. Cela met aussi en avant le fait que la société civile et l'intégrité sont essentielles pour en terminer avec la culture d'impunité. Comme un des participants l'a dit, « La seule façon de pénétrer et de démanteler ces réseaux consiste à impliquer les populations locales dans la discréditation de la criminalité organisée ».94

Sensibilisation et éducation civique

Afin de mieux impliquer les communautés locales, un certain nombre de participants des trois pays ont souligné l'importance des initiatives visant à développer l'éducation civique et la sensibilisation au rôle préjudiciable du trafic illicite et de la criminalité organisée.

Les participants du groupe de discussion d'Agadez ont insisté sur le fait que les citoyens ont besoin de prendre des cours de responsabilité civique pour pouvoir se sentir connectés avec l'État et avoir envie de changer les formes de gouvernance actuelles et la corruption ».95 Un des participants de Guinée-Bissau a dit, «l'État et la communauté ont la responsabilité de combattre la criminalité organisée, mais pour que cela soit possible, nous devons d'abord identifier les avantages que l'État et la communauté en tireraient ».96 La prise de conscience et la sensibilisation doivent adopter l'approche de la carotte et du bâton. Il y a des avantages à combattre la criminalité, mais il faut aussi « des campagnes de sensibilisation auprès de la société civile, des politiciens et des militaires afin d'inculquer que le trafic de drogue, la corruption et le blanchiment d'argent sont des crimes graves et qu'il est honteux d'y prendre part ».97 Un certain nombre de participants ont mis en avant la nécessité de mener « des études sérieuses et des mesures comparatives »98 qui montreraient le réel impact négatif des drogues sur la société. Ils ont particulièrement fait référence à l'augmentation des problèmes de santé mentale, de la pédophilie et du trafic sexuel des enfants.

Les sources d'influence et de pression varieront d'une communauté à l'autre. La radio communautaire et les médias ont, à plusieurs reprises, été référencés comme des moyens pour communiquer auprès des communautés de la région et les influencer. Les médias locaux sont des sources importantes d'informations communautaires (à la fois positives et négatives). Les participants du groupe de discussion de Gao, au Mali, ont déclaré que « les médias faisaient généralement savoir aux communautés du nord qu'il y avait des trafiquants parmi eux ».99 Des sentiments similaires ont été exprimés au Niger, où il a été estimé que des médias indépendants et efficaces pourraient être utilisés pour que les fonctionnaires corrompus et les criminels rendent des comptes. La citation et l'humiliation publiques pourraient réduire la probabilité que les fonctionnaires corrompus soient réélus, ou se voient attribuer d'autres postes à responsabilités au sein de l'administration de l'État. « Seuls les médias, conjointement avec les autorités traditionnelles, peuvent avoir la crédibilité requise pour dissuader les participants de prendre part à des pratiques économiques illicites ».100 Les participants ont souligné le fait que la radio était la forme de médias prédominante étant donné le pourcentage élevé d'analphabétisme dans la région et le peu de personnes ayant les moyens de s'acheter un poste de télévision.

IMPLICATIONS POUR LA RÉPONSE INTERNATIONALE

À l'origine, l'objectif de cette étude était d'évaluer les points de vue de la communauté concernant le trafic illicite et la criminalité organisée, et d'essayer d'identifier les sources de résilience communautaire. La principale conclusion est que, pour bon nombre de ces communautés, le trafic et la migration sont en fait des stratégies de résilience qui ont été employées face à la faiblesse de la gouvernance, à la corruption, à l'insécurité alimentaire et aux conflits. L'État est presque totalement absent de leur vie, sauf dans une capacité punitive ou négative, et les communautés ont peu foi ou confiance dans les institutions étatiques.

Dans le même temps, les communautés ont reconnu l'impact négatif de leur dépendance croissante aux économies criminelles, de la façon dont elles ont modifié les relations communautaires et accru la vulnérabilité des femmes et des enfants. Cependant, alors que les groupes de discussion ont dépeint le cycle négatif de la privation des droits des citoyens, ils ont également souligné le désir des individus de voir leur État se renforcer, et ont communiqué des points d'entrée afin d'inverser ce cycle caractérisé par une mauvaise gouvernance, la corruption, la pauvreté et la criminalité.

Comme l'illustre la Figure 3, la nécessité de développer des stratégies intégrées, pouvant résoudre les problèmes de sécurité, de gouvernance et de développement identifiés par les citoyens ordinaires originaires de la vaste sous-région, a créé une série de buts et d'objectifs complexes et d'une portée considérable. Le renforcement des institutions étatiques et des conditions nécessaires à la création de sociétés stables et productives est un engagement à long terme, mais la priorité est trop souvent accordée au renforcement des institutions, et l'engagement des citoyens, pour lesquels les efforts d'établissement du statut d'État et de sécurité sont accomplis, est négligé. L'engagement civique doit également être ascendant. Alors qu'il ne fait aucun doute que les défis posés par cette approche (ou, au moins l'équilibrage de la réponse globale au trafic avec des niveaux d'engagement locaux plus importants) sont considérables, d'après ce que les populations ordinaires disent, il paraît clair que toute tentative visant à résoudre le problème restera infructueuse à moins qu'elles y participent en tant qu'alliées et collaboratrices.

Les consultations conduites au niveau communautaire démontrent qu'il est possible de changer le paradigme pour les communautés, privées de droits, qui sont engagées dans le trafic et/ou qui y sont vulnérables. De plus, il apparaît que les communautés elles-mêmes peuvent s'engager dans le combat contre les activités criminelles et le feront s'il leur est permis de le faire. Il en découle de nombreuses implications sur la façon dont la communauté internationale doit s'engager si elle souhaite maîtriser ces flux illicites. Les stratégies doivent être adaptées au contexte local car, comme le montre cette étude, les moyens de subsistance des populations

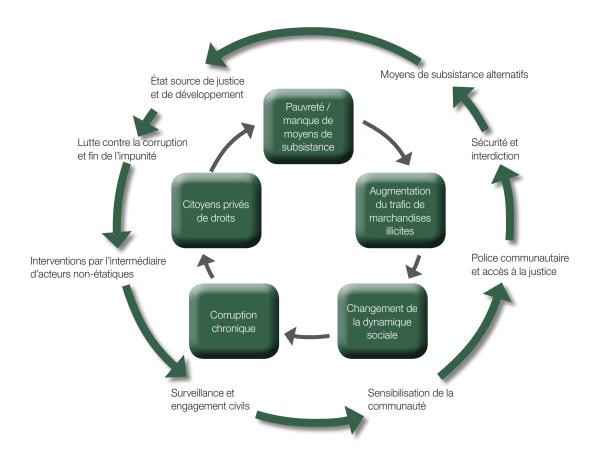
reposent souvent sur la criminalité organisée et ses industries collatérales lorsque peu d'autres alternatives sont possibles. Cela confère une légitimité du trafic et des trafiquants aux yeux des communautés qui en dépendent, et les efforts visant à expliquer ce comportement criminel devront donc être basés sur une compréhension claire du contexte au niveau local.

Étant donnée la mesure dans laquelle les communautés participent au trafic et à la contrebande, dont ils dépendent pour leur survie, des alternatives crédibles et durables devront être proposées sur le long terme afin de pouvoir inverser la tendance à la criminalisation de l'économie régionale. La création d'opportunités d'emplois difficiles et précaires ne permettra pas d'atteindre cet objectif. De plus, les interventions nationales et internationales (que ce soit dans le domaine de la sécurité, de la gouvernance ou du développement) doivent être basées sur une analyse appropriée de l'économie criminelle afin de comprendre quels intérêts, licites ou illicites, doivent profiter.

Cette étude a mis l'accent sur l'ampleur du désengagement et de l'isolation des citoyens vis-à-vis de l'État. Cependant, comme l'a démontré la surprenante chute de l'État malien, la communauté internationale ne dispose pas de suffisamment de moyens pour surveiller et comprendre le niveau d'affranchissement des communautés dans le cadre du processus de renforcement étatique. Plus largement, et bien que ce type de travail ait rarement été fait par le passé dans la sphère du développement et de la gouvernance, il faut trouver des moyens pour surveiller de facon continue non seulement les activités de la criminalité organisée, mais également leur impact sur la politique, l'économie et les communautés. Cela requiert une approche plus créative de la part des partenaires externes, lesquels, au lieu de compter uniquement sur les institutions étatiques, devraient compter davantage sur les groupes de la société civile et les médias pour produire et diffuser des informations sur la criminalité organisée et le trafic, et leur impact sur la vie et les moyens de subsistance de la population.

Alors que des stratégies intégrées sont requises, la fourniture de biens sociaux doit avoir uniquement pour but de profiter à la population afin que l'État se projette avec succès dans les communautés privées de droits. Par exemple, au Mali, il a été mis en avant le fait que le plan PSPSDN offrait des opportunités de travail, mais ne disposait pas d'options suffisamment convaincantes pour offrir une alternative crédible au trafic. Il a également été communément reconnu que le plan PSPSDN était avant tout une stratégie sécuritaire « conçue pour placer le Mali en position de partenaire clé dans la guerre mondiale contre le terrorisme ».101 Des activités de développement ont été utilisées pour camoufler les objectifs liés à la

Figure 3 Construire une meilleure gouvernance et solutionner le cycle vicieux de la criminalité et de la privation des droits des citoyens



sécurité, et le financement du plan était avant tout destiné aux activités sécuritaires plutôt qu'aux activités limitées de développement, de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Alors qu'il est clair que la sécurité et le développement sont de plus en plus étroitement liés et se renforcent mutuellement en Afrique de l'Ouest et au Sahel, les interventions conçues dans l'objectif de renforcer la sécurité régionale doivent également être des stratégies de développement crédibles pour être efficaces.

Il est essentiel d'assurer l'engagement, la visibilité et le leadership de l'État dans ces efforts, puisque les efforts conduits et dirigés par les acteurs internationaux ont pour conséquence, sur le long terme, de priver l'État de son autonomie. Dans un cadre de gouvernance démocratique décentralisée, le fait de donner la possibilité aux autorités locales de passer des accords avec leur population (comme à Ouelessebougou, au Mali) doit permettre de contrebalancer les interventions au niveau des institutions de l'État central.

Une autre façon de comprendre le concept de « résilience » consiste à le considérer comme un créateur d'indépendance. L'aide internationale et la création d'une culture de dépendance à l'aide ne s'accordent pas avec un cadre de résilience. Des efforts de promotion des

institutions et des services de l'État sont également, sur le court terme, susceptibles de réduire la résilience de la communauté jusqu'à ce que l'État puisse combler le fossé. La communauté internationale a un rôle à jouer dans le cadre du lissage de cette transition, en servant d'incubateur pour la promotion des institutions de l'État pendant une période provisoire. Cependant, les paramètres de cette transition doivent être clairs dès le début, le renforcement de la capacité des institutions de l'État et des partenaires nationaux doit être intégré dans la conception du programme, et les autres limites au transfert d'appartenance doivent être fermement maintenues.

Il est essentiel de régler le problème de la corruption généralisée et de la culture de l'impunité afin de garantir une meilleure réponse régionale en matière d'État de droit et de gouvernance. L'étude a montré le rôle que le trafic illicite a joué dans la favorisation de l'interdépendance entre la démocratie et la criminalité. Jusqu'ici, dans le cadre du contexte postélectoral actuel au Mali, et des préparations pour les élections régulièrement reportées en Guinée-Bissau, 102 les problèmes conjoints de la criminalité organisée, du trafic et de la corruption ne semblent pas être aussi importants qu'ils le devraient. Comme les dialogues mis en avant dans ce rapport l'ont clairement

montré, il y a un lien indiscutable entre le renforcement de l'engagement politique et la démonstration que l'impunité ne durera pas éternellement ; la sollicitation de cet engagement est donc importante.

Les résultats des groupes de discussion conduits dans le cadre de cette étude démontrent que les communautés reconnaissent « l'intérêt personnel » de l'engagement de la communauté internationale, et ne font pas totalement confiance et ne croient pas aux motivations des partenaires internationaux ou de leurs gouvernements. Néanmoins, il est frappant de voir combien les citoyens ressentent les dommages qui sont provoqués, et la compréhension claire qu'ils ont de la situation. Ces sentiments doivent être pris en compte dans le renforcement et la définition des réponses futures.

NOTES

- 1 Voir, par exemple, la discussion dans Csete et Constanza Sánchez, Telling the story of drugs in West Africa: the newest front in a losing war?, Global Drug Policy Observatory, Note de synthèse 1, Novembre 2013, http:// tinyurl.com/nagnze2.
- 2 Entretien à Bamako avec un éminent dirigeant et propriétaire d'entreprise de transport.
- 3 UNODC, Transnational organised crime in West Africa: a threat assessment (Criminalité organisée transnationale en Afrique de l'Ouest: une évaluation de la menace), Vienne, 2013, http://www.unodc.org/toc/en/reports/ TOCTAWestAfrica.html.
- 4 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 5 l'Indice du développement humain du PNUD, 2013, https://data.undp.org/dataset/Table-1-Human-Development-Index-and-its-components/wxub-qc5k.
- 6 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 7 Groupe de discussion, Kidal, Mali.
- 8 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 9 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 10 Niger, entretien à Niamey avec un ancien rebelle MNJ et agent des douanes en poste.
- 11 Mali, entretien à Bamako avec un chef arabe de Timbuktu.
- 12 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 13 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 14 Mali, entretien à Bamako avec un ancien fonctionnaire du régime Touré.
- 15 Groupe de discussion, São Domingos, Guinée-Bissau.
- 16 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 17 Mali, entretien à Bamako avec un interprète Touareg et guide professionnel.
- 18 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un chef de projet d'un secteur public, NGO axée sur la sécurité NGO.

- 19 Niger, entretien à Niamey avec un haut fonctionnaire de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP).
- 20 Mali, entretien à Bamako avec un interprète Touareg et guide professionnel.
- 21 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 22 Donnée de la Banque mondiale, Guinée-Bissau, http:// data.worldbank.org/country/guinea-bissau.
- 23 Donnée de la Banque mondiale, Niger, http://data. worldbank.org/country/niger; et données de la Banque mondiale, Mali, http://data.worldbank.org/country/mali.
- 24 Mali, entretien à Bamako avec un dirigeant d'une ONG pour femmes.
- 25 Niger, entretien à Niamey avec un ancien rebelle MNJ et agent des douanes en poste.
- 26 Mali, entretien à Bamako avec un journaliste de la presse nationale.
- 27 Mali, entretien à Bamako avec un ancien bureaucrate du gouvernement Touré.
- 28 Groupe de discussion, Kidal, Mali.
- 29 Niger, entretien à Niamey avec un membre d'une NGO.
- 30 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 31 Niger, entretien à Niamey avec un haut fonctionnaire d'une organisation internationale officiant dans le secteur social.
- 32 Niger, entretien à Niamey avec un juge de la Cour constitutionnelle.
- 33 Guinée Bissau, entretien à Bissau avec le dirigeant d'une ONG nationale.
- 34 Mali, entretien à Bamako avec un membre éminent du Haut Conseil Islamique.
- 35 Mali, entretien à Bissau avec un important responsable
- 36 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 37 Groupe de discussion, Kidal, Mali.
- 38 Mali, entretien à Bamako avec un ancien bureaucrate du gouvernement Touré.
- 39 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 40 Mali, entretien à Bamako avec un journaliste de la presse nationale.
- 41 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 42 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 43 Niger, entretien à Niamey avec un conseiller du Président.
- 44 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un fonctionnaire.
- 45 Mali, entretien à Bamako avec un comptable professionnel.
- 46 Mali, entretien à Bamako avec haut fonctionnaire du *Haut Conseil Islamique*.
- 47 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec le président d'une plateforme d'ONG nationale.

- 48 Niger, entretien à Niamey avec un homme d'affaires arabe et ancien trafiquant de cigarettes.
- 49 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un procureur public.
- 50 Données de la Banque mondiale, Guinée-Bissau, http://data.worldbank.org/country/guinea-bissau.
- 51 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 52 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 53 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 54 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec une ONG internationale mettant en œuvre des projets relatifs aux droits de l'homme.
- 55 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 56 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 57 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 58 Il a ensuite expliqué qu'ils considéraient leurs activités comme équivalentes au vol d'un stylo au sein d'une entreprise multinationale, facilement remplacé et peu important.
- 59 Groupe de discussion, Kidal, Mali.
- 60 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 61 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 62 Groupe de discussion, Bubabque, Guinée-Bissau.
- 63 Voir, par exemple, la stratégie UE au Sahel, http://www.eeas.europa.eu/africa/docs/sahel_strategy_en.pdf.
- 64 Mali, entretien à Bamako avec un agent des affaires politiques des NU.
- Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un membre du Commission nationale de la jeunesse.
- 66 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 67 Niger, entretien à Niamey avec un membre du Haut tribunal de Niamey.
- 68 Mali, entretien à Bamako avec un journaliste du journal appartenant à l'État.
- 69 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 70 Groupe de discussions avec trois maires élus localement et trois conseillers municipaux venus de tout le Mali.
- 71 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 72 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 73 Niger, entretien avec un magistrat du Haut tribunal de Niamey.
- 74 Niger, entretien à Niamey avec un éminent journaliste et un journal de premier plan.
- 75 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un procureur public.

- 76 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec le président d'une plateforme d'ONG nationale.
- 77 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 78 Groupe de discussion, São Domingos, Guinée-Bissau.
- 79 USA vs. Jose Americo Bubo Na Tchuto, PapisDjeme et TchamyYala, avril 2013, http://tinyurl.com/qgk58g9 (consulté le 11 novembre 2013).
- 80 Guinée-Bissau, entretien à Bamako avec un procureur public.
- 81 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 82 Groupe de discussion, Niamey, Niger.
- 83 Groupe de discussion à Bamako, avec des maires et des conseillers municipaux venus de tout le Mali.
- 84 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un chef de projet travaillant au sein d'une institution religieuse.
- 85 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 86 Groupe de discussion, São Domingos, Guinée-Bissau.
- 87 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 88 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 89 Groupe de discussion, São Domingos, Guinée-Bissau.
- 90 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un coordinateur d'ONG.
- 91 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 92 Groupe de discussion, Bissau, Guinée-Bissau.
- 93 Mali, entretien avec un maire local au sud de Bamako.
- 94 Niger, entretien avec un responsable nationale de la société civile, ancien conseiller du président.
- 95 Groupe de discussion, Agadez, Niger.
- 96 Guinée-Bissau, entretien à Bissau avec un fonctionnaire nationale.
- 97 Guinée -Bissau, entretien à Bissau avec un ancien conseiller au Ministère de la justice.
- 98 Guinée-Bissau, entretien avec une responsable de projet chargée de la mise en œuvre de projets de santé dans le secteur public.
- 99 Groupe de discussion, Gao, Mali.
- 100 Mali, entretien à Bamako avec un spécialiste de la gouvernance nationale, travaillant en tant que conseiller au sein d'une ambassade internationale.
- 101 Mali, agent du gouvernement impliqué dans les programmes de développement pour le nord.
- 102 Au moment de la rédaction, les élections destinées à remplacer le gouvernement de transition mis en place après avril 2012 venaient juste d'être repoussées pour la deuxième fois, de novembre 2013 à mars 2014.

À PROPOS DE CE RAPPORT

Cette étude évalue les perceptions de la communauté quant au trafic illicite et à la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Des groupes de discussion ont eu lieu au Mali, au Niger et en Guinée-Bissau. Pour bon nombre de ces communautés, le trafic et la migration sont des stratégies de résilience utilisées face à la faiblesse du gouvernement, à la corruption, à l'insécurité alimentaire et aux conflits. Dans l'ensemble, les communautés ne considèrent pas le trafic économiquement motivé comme étant un acte criminel, mais elles reconnaissent l'impact négatif de leur dépendance croissante vis-à-vis des économies criminelles. Les groupes de discussion ont dépeint un cycle auto-renforcé de la pauvreté, de la criminalité et de la privation de droits. Quelle que soit leur frustration vis-à-vis de l'État, les participants ont souligné leur désir de voir leur État se renforcer pour jouer un rôle positif dans leur vie. L'étude offre de nouvelles perspectives quant aux problèmes de conflits, de gouvernance et de fragilité étatique dans ces régions, et une série de suggestions est proposée.

À PROPOS DES AUTEURS

Mark Shaw et Tuesday Reitano sont consultants de recherche seniors auprès de l'Institut d'Études de Sécurité (Institute for Security Studies–ISS) et travaillent pour STATT Consulting, Hong Kong (www.statt.net). Ils collaborent avec l'ISS à la création de la Global Initiative against Transnational Organized Crime (www.globalinitiative.net), une organisation à but non-lucratif qui se concentre sur la construction d'une plateforme d'analyse et le développement de réseaux afin d'apporter de meilleures réponses mondiales à la criminalité organisée et à ses impacts sur la sécurité humaine. Recherche d'origine par Adam Sandor, Andreia Teixeira et Marcena Winterscheidt.

L'ISS est une organisation africaine à l'avant-garde de la recherche axée sur le développement des politiques et de la formation. La vision de l'ISS est d'oeuvrer pour une afrique en paix et prospère pour tous ses habitants, L'ISS s'est donné pour mission de faire progresser la sécurité humaine en Afrique en contribuant à l'élaboration des politiques, en fournissant un soutien technique et en travaillant au renforcement des capacités.

© 2014. L'Institut d'études de sécurité

L'ISS dispose des droits d'auteur pour l'intégralité de ce rapport qui ne peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'Institut. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds.

Publié par L'Institut d'études de sécurité www.issafrica.org

Dessiné par COMPRESS.dsl www.compressdsl.com

Composé et imprimé par Marketing Support Services www.marketingss.co.za





Cette étude a été financée grâce à une subvention accordée par la National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocracie) (www.ned. org). La NED est une fondation privée, à but non-lucratif, dédiée au développement et au renforcement des institutions démocratiques à travers le monde. Chaque année, avec le financement du congrès des États-Unis, la NED soutient plus de 1 000 projets de groupes non gouvernementaux étrangers qui travaillent à des fins démocratiques dans plus de 90 pays. L'ISS est également reconnaissant pour le soutien apporté par les partenaires clés suivants: les gouvernements de la Norvège, de la Suède, de l'Australie et du Danemark.



ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court 361 Veale Street New Muckleneuk Pretoria

South Africa

Tel: +27 12 346 9500 Fax: +27 12 460 0998 Email: pretoria@issafrica.org ISS Addis Ababa

5th Floor, Get House Building Africa Avenue, Addis Ababa Ethiopia

Tel: +251 11 515 6320 Fax: +251 11 515 6449

Email: addisababa@issafrica.org

ISS Dakar

4th Floor, Immeuble Atryum Route de Ouakam, Dakar Senegal

Tel: +221 33 860 3304/42 Fax: +221 33 860 3343 Email: dakar@issafrica.org ISS Nairobi

Braeside Gardens
Off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 266 7208

Tel: +254 20 266 7208 Fax: +254 20 266 7198 Email: nairobi@issafrica.org